

accorder une rente complémentaire à des travailleurs cotisant aux assurances sociales : *Situation de l'assuré qui continue à travailler et à cotiser après la liquidation de sa pension de vieillesse à 60 ans* [17 janvier 1958] (p. 129, 130). — Répond à la question orale : de M. Waldeck Rochet relative à l'attribution de l'allocation complémentaire aux vieux travailleurs [31 janvier 1958] (p. 437); — de M. Bonnaire relative aux délais d'octroi de l'allocation de maternité [7 février 1958] (p. 596). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre 1^{er} du Code du travail ; Art. 1^{er} : *Amendement tendant à fixer le temps de présence des travailleurs dans une entreprise pour pouvoir prétendre au bénéfice d'un mois de délai-congé* [7 février 1958] (p. 609, 610); *Amendement relatif au point de départ du délai-congé* (p. 611, 612); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la durée du travail dans les établissements de commerce non alimentaire; Article unique : *Récupération des jours fériés chômés* [7 février 1958] (p. 613). — Répond à la question orale : de Mme Rose Guérin relative à l'avenant à la convention collective de travail des employés de maison [14 février 1958] (p. 772); — de Mme Rose Guérin relative aux conditions d'hygiène des ateliers de certaines usines de la région parisienne [21 mars 1958] (p. 1834); — de M. Berthet relative au licenciement d'ouvriers à l'usine Progil des Roches-de-Condrieu à la suite d'une grève générale du personnel [21 mars 1958] (p. 1832). — Prend part à la discussion d'un projet de loi tendant à accorder le bénéfice des indemnités journalières à certains assurés sociaux : *L'assurance longue maladie et les conditions d'ouverture du droit aux prestations* [26 mars 1958] (p. 1981). — Répond à la question orale de M. Tourné relative à la nomination d'un agent de la caisse primaire de la sécurité sociale des Pyrénées-Orientales [28 mars 1958] (p. 2083). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Présente sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* le 28 mai 1958. Cette démission

est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J.O.* du 2 juin 1958, p. 5279). — Est nommé *Ministre du Travail* (Cabinet Charles de Gaulle) [1^{er} juin 1958] (*J.O.* du 2 juin 1958, p. 5279).

BADIE (M. Vincent), *Député de l'Hérault*
(*Rad. soc. puis G. D. R. S.*).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de guerre*

(Cabinet Pierre PLIMLIN)

du 14 mai 1958 au 1^{er} juin 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) (2); de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission de la justice et de législation [9 juillet 1957] (p. 3432); de la Commission de la défense nationale [4 octobre 1957] (p. 4502) (2). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article L 10 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 696. — Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à lever les mesures de forclusion édictées à l'encontre des demandes présentées par diverses catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 697. — Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à fixer la situation des combattants volontaires de la Résistance en Extrême-Orient pendant les campagnes d'Indochine et de Corée, n° 698. — Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à instituer une commission interministérielle chargée de répartir entre les différents Départements ministériels les bénéficiaires des mesures de titularisation prévues par la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, n° 699. — Le 28 février 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les ventes de vins faites par les

(1) Démissionnaire [6 juillet 1957] (p. 3416).

(2) Démissionnaire [20 mai 1958] (p. 2388).

négociants-barricailleurs des dérogations en matière de taxe locale prévues par l'article 10-11 du décret n° 55-465 du 30 avril 1955 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, n° 783. — Le 6 mars 1956, une proposition de loi tendant à inclure la « Clairette » parmi les cépages admis pour l'élaboration des « vins doux naturels », n° 1033. — Le 24 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier en faveur des grands invalides de guerre à 100 0/0 bénéficiaires de l'indemnité de soins pour tuberculose les articles 4 et 15 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant l'indemnisation des dommages de guerre, n° 1923. — Le 13 novembre 1956, une proposition de loi tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants reconnues d'utilité publique, émettrices de participations à la loterie nationale, de la taxe sur le chiffre d'affaires, n° 3224. — Le 19 novembre 1956, une proposition de loi tendant à promouvoir dans la Légion d'honneur les anciens combattants ayant fait toute la campagne 1914-1918 et ayant été nommés chevaliers pour faits de guerre, n° 3271. — Le 11 décembre 1956, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'amnistie, les rappelés et jeunes gens du contingent ayant participé aux opérations de pacification en Afrique du Nord, n° 3508. — Le 12 décembre 1956, une proposition de loi tendant à la modification du deuxième alinéa de l'article 37 de la loi d'amnistie du 6 août 1953 à seule fin de rétablir l'égalité absolue entre les ressortissants de l'article 29 de ladite loi, n° 3528. — Le 28 février 1957, une proposition de loi tendant à l'abolition du régime fiscal privilégié des « vins doux naturels », n° 4363. — Le 24 juillet 1957, une proposition de loi tendant à interpréter la loi du 3 août 1942, validée par l'ordonnance du 9 octobre 1945, relative à la nullité des obligations contractées moyennant émoluments convenus au préalable envers les intermédiaires se chargeant d'assurer aux victimes d'accidents de droit commun le bénéfice d'accords amiables ou de décisions judiciaires, n° 5621. — Le 24 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 59 de la loi du 23 juillet 1947 sur l'organisation et la procédure de la Cour de cassation, n° 5622. — Le 5 décembre 1957, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 5606) portant organisation des cadres du Service du matériel de l'armée de terre, n° 6085. — Le

18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des vieux salariés retraités au regard de l'impôt, n° 6618. — Le 18 février 1958, une proposition de loi tendant à rétablir la hiérarchie des retraités des P. T. T., n° 6619. — Le 18 février 1958, un avis présenté au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi de finances pour 1958 (n° 6107) (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions concernant les dépenses militaires); Quatrième partie : Section guerre, n° 6626.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Organisation de notre auto-défense, remplacement de M. Soustelle, signature prématurée des accords franco-marocains, adaptation de l'armée aux combats en Algérie, aide étrangère aux fellagha, manifestation des Nord-Africains à Paris* [9 mars 1956] (p. 817 à 819); — d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Crise de la viticulture française* [15 mars 1956] (p. 956, 957); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Caractère exclusivement français du problème algérien ; nécessité du recours à la force pour réprimer le banditisme ; attachement des Musulmans à la France ; volonté d'abandon de certains milieux intellectuels ; refus de recourir à la négociation pour maintenir la présence française* (1^{er} juin 1956] (p. 2235); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A : *Son rappel au règlement (Conditions dans lesquelles est voté le budget des Anciens combattants)* [14 juin 1956] (p. 2599); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs : *Anti-constitutionnalité du projet* [14 novembre 1956] (p. 4681); *obstacles mis à l'activité du secteur privé ; priorité accordée à la construction de logements écono-*

miques avec prime à 1.000 francs ; mise en route d'un vaste programme d'expropriation (p. 4682) ; privilèges accordés au secteur des H. L. M. (p. 4683) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au statut professionnel des représentants, voyageurs et placiers ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Cas des agents commerciaux)* [5 février 1957] (p. 630) ; — d'un projet de loi relatif au règlement des conflits collectifs du travail ; Art. 2 : *Son amendement (Application aux entreprises publiques, O.N.E.R.A. et C.E.A.)* [6 février 1957] (p. 690, 691) ; — d'une proposition de loi tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées : *Attitude de la municipalité vis-à-vis de la fermeture de l'usine à gaz d'Agde* [19 février 1957] (p. 991). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question orale relative aux avances consenties au Gouvernement marocain [12 juillet 1957] (p. 3563). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les institutions en Algérie : *Nouvelle organisation des débats après le renvoi de la discussion* [23 septembre 1957] (p. 4314) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, CRÉDITS MILITAIRES, SECTION GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Diminution de notre potentiel terre avec ce budget de stagnation, diminution des effectifs à un moment où les tâches de l'armée en Algérie augmentent (Protection des musulmans ralliés, action psychologique) modicité des moyens terrestres en métropole, effet fâcheux produit par la réduction des indemnités, et la suppression de la solde spéciale progressive et de la prime de bivouac* [26 février 1958] (p. 1057, 1058) ; *dégradation de la condition militaire, crise de recrutement, diminution en nombre et en qualité des candidats aux écoles militaires, insuffisance des engagements, vieillissement des cadres, nécessité de réviser les règles d'avancement, situation difficile des officiers français servant dans l'armée du Maroc* (p. 1058, 1059) ; *problème de l'encadrement de notre armée de terre, vote probable d'un collectif pour faire face à la répercussion des hausses dans les dépenses d'entretien ; critique de la nouvelle présentation du budget, nécessité d'une réforme de structure, hommage rendu à l'armée d'Afrique, crainte de ne pouvoir assurer la défense des régions sahariennes avec les crédits alloués* (p. 1059, 1060, 1061) ; *nécessité de la priorité absolue donnée*

aux dépenses d'Algérie, grave atteinte portée par les réductions de crédits à l'armée de l'air et à l'industrie aéronautique, répercussions sur le plan social et international, craintes d'une diminution du potentiel de l'armée de terre, incidence des nouvelles mesures sur le budget de la marine, réduction du potentiel de notre marine [6 mars 1958] (p. 1250, 1251) ; INDUSTRIE ET COMMERCE : *Nature juridique des certificats pétroliers* [10 mars 1958] (p. 1427) ; — d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale : *Hâte insolite avec laquelle le projet a été soumis à la Commission ; responsabilité du Gouvernement dans le retard apporté à la mise en vigueur de la réforme ; crainte d'une atteinte à l'organisation judiciaire ; soi-disant inactivité des juges de paix ; rôle de l'administration des finances dans le retard de l'application du nouveau Code* [13 mars 1958] (p. 1574, 1575) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES CIVILS, ANCIENS COMRATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Inopportunité des mesures de brimade imposées aux Anciens combattants* [26 mars 1958] (p. 2003, 2004) Pose au Ministre des Affaires étrangères une question orale relative à un litige entre un ressortissant français et le Gouvernement éthiopien [28 mars 1958] (p. 2083). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J.O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Présente sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J.O.* du 2 juin 1958, p. 5279). = S'excuse de son absence [14 novembre 1957] (p. 4773). = Obtient un congé [14 novembre 1957] (p. 4773).

BAILLIENCOURT (M. Albert de), Député de la Seine (2^e circonscription) (*Rad. Soc. puis G. D. R. S.*).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 175). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161) ; de la Com-